



EBS 7

Documents de presse et rapports

UNIBAT Secteur Sud - LEPPKO

RAPPORT DE PATROUILLE

ID de la patrouille : MP_SDP 20XX_MM_JJ (6 jours avant l'EBS7)

1. **Date(s) et lieu : XX MM AA LORA - Grille UU 2345 6789**
2. **Objectif de la patrouille :**
 - a) Évaluer la situation en matière de sécurité dans la région de LORA.
 - b) Établir/entretenir des relations avec les dirigeants locaux et les principales parties prenantes de la région.
 - c) Évaluer les relations civilo-militaires entre la MANUC et les habitants de la région
 - d) Évaluer la présence éventuelle du CISC dans la région et visualiser les activités possibles du CISC dans un avenir proche.
 - e) Déterminer l'impact du camp de déplacés de LORA sur la région locale
3. **Départ et retour de la patrouille Groupe Date-heure :**

Départ : Groupe Date-heure 2 jours avant l'EBS,
07h30 Retour : Groupe Date-heure 2 jours avant l'EBS,
4. **Chef de patrouille et composition :**
 - a. TCC/FP : Capitaine WOODBRIDGE (Commandant du point focal)
Force de maintien de la paix (PKF) x 32
 - b. Bureau local : S/O
 - c. Autre : 1x commandant tactique

ONU-EE 1x Assistant linguistique
5. **Itinéraires :**

Aller : COB ANAN - LORA



Retour : LORA - COB ANAN

Postes de contrôle :

Négligeable

Conditions :

La distance entre LORA et COB ANAN est de 71 km. Globalement l'état de la route était correct. La conduite était cependant lente en raison du nombre de personnes sur les routes. Les personnes qui se trouvaient sur la route étaient à pied et semblaient être pour la plupart des personnes déplacées (PDI). Beaucoup étaient des mendiants et d'autres avaient l'air d'être engagés dans des activités illégales ou semi-légales.

6. Tâches/mission :

La tâche principale de la patrouille était d'évaluer la situation en matière de sécurité, les relations avec les principales parties prenantes, les relations entre les civils et les militaires, la présence du CISC dans la région, et de déterminer l'impact du camp de personnes déplacées de LORA sur le village voisin de LORA.

7. Résultats :

a. À propos des tâches/de la mission :

Le 6e jour avant l'EBS, 2022 à 06h30, la patrouille a commencé sa patrouille aux installations de l'ONU à COB ANAN et s'est rendue à LORA. Le voyage a duré plus longtemps que prévu en raison du nombre de personnes présentes sur les routes à l'intérieur et autour du camp de LORA.

À 08h30, la patrouille est arrivée et le commandant de la compagnie s'est entretenu avec le maire de LORA, M. SHUNNAR KANAN (+12345628). Il a informé la patrouille que la situation sécuritaire à AR est mauvaise en raison de l'impact négatif de toutes les personnes déplacées. Il affirme que la criminalité est en hausse, en particulier la petite délinquance, mais que la police fait de son mieux pour la combattre grâce à un maintien de l'ordre agressif.

09h45 Une fois la discussion avec le maire terminée, la patrouille a effectué une patrouille de présence à pied à travers LORA, permettant à l'ONU-EE d'observer la communauté. La patrouille note que le LORA semblait bondé, avec de nombreux sans-abri. La présence policière a été visible tout au long de l'opération.

10h00 La patrouille a entendu une agitation sur le marché, avec des acclamations d'hommes. Après enquête, il a été constaté que des membres de la police locale avaient attaché ce qui semblait être un PDI à un poteau et le fouettaient. Le commandant de la patrouille a envoyé une infanterie pour stopper cela, puis a ordonné à l'ONU-EE de déterminer ce qui se passait. Grâce à leur formation à la désescalade, les membres de l'ONU-EE ont pu calmer la police et l'interroger, ainsi que la victime. Le commandant de l'ONU-EE a noté que la police a prétendu qu'elle punissait l'homme parce qu'il était un criminel, tous les hommes déplacés étant des criminels. Le commandant de l'ONU-EE a noté que l'homme a déclaré que la police attaquait souvent au hasard les hommes déplacés afin de les effrayer et de les éloigner de LORA, alors qu'ils n'ont pas d'autre endroit où aller pour gagner de l'argent, même en petite quantité.

ANNEXE B - Documents de référence - Exercices basés sur des scénarios (EBS)



13h00 Une femme de la région, qui a refusé de donner son nom par crainte de représailles de la part du CISC, a demandé de l'aide à la patrouille. L'ONU-EE a été dépêchée pour s'occuper d'elle. Elle a affirmé être à la recherche d'une aide médicale pour sa fille, qui a été attaquée par des hommes masqués dans la nuit. Bien qu'elle n'ait pas donné de détails sur l'agression, il est clair que sa fille, dont l'âge est inconnu, a été agressée sexuellement. L'ONU-EE lui a indiqué où trouver une aide médicale et lui a demandé si elle ou sa fille souhaitait faire un rapport officiel, afin de pouvoir les diriger vers les autorités compétentes. La femme a déclaré qu'elle avait peur des représailles et qu'elle voulait simplement de l'aide pour sa fille.

14h45 Alors qu'elle fait une pause de 10 minutes dans le centre-ville, la patrouille est abordée par un homme du pays, de nom inconnu, qui commence à poser des questions sur le prix du carburant. Il a fallu quelques minutes avec l'assistant linguistique pour déterminer où il voulait en venir, mais il semble qu'il cherchait à acheter du carburant à la patrouille, et il a affirmé qu'il était courant que les soldats et la police vendent du carburant à la population locale. Il a semblé confus et légèrement offensé que le carburant des Nations Unies ne soit pas à vendre.

15h00 Départ de LORA pour COB ANAN

17h30 La patrouille est arrivée à COB ANAN

b. **Terrain** : Le terrain dans les zones de patrouille est caractérisé par une jungle épaisse. Le temps était humide, mais la saison des pluies n'a pas encore vraiment commencé. Les pluies sur les hauts plateaux ont fait monter le niveau de l'eau, mais les routes sont praticables.

c. **Population locale** :

i. La population locale est submergée par les personnes déplacées du CAMP LORA. Les routes et la ville de LORA ont été inondées de personnes déplacées, dont bon nombre vendaient des produits les plus élémentaires sur des étals de fortune.

ii. L'ONU-EE a constaté une forte présence policière, qui visait la population déplacée.

d. **Agences humanitaires/ONG/ONGI/groupes de femmes dans les régions** :

La dernière assistance humanitaire pour les locaux a eu lieu en 2018, mais en raison des besoins immédiats du camp de déplacés de LORA, l'aide humanitaire a été dirigée vers ce camp...

e. **Les autorités et services locaux du pays hôte dans les zones concernées** : Rien d'important à signaler

f. **Forces armées rencontrées, y compris leur composition (hommes, femmes, enfants)** :

Négligeable

g. **La patrouille a interagi avec les personnes influentes suivantes** :

Maire SHUNNAR KANAN

8. **Corrections de la carte** : Tout enregistrement/observation peut conduire à une correction de la carte.

Rien d'important à signaler



9. Conclusions et recommandations :

La situation en matière de sécurité à LORA est actuellement tendue. Il y a des tensions entre les locaux, les PDI et les forces de sécurité locales. Les PDI ont non seulement pesé sur l'économie locale, mais le CAMP LORA semble avoir réorienté l'aide de ce village vers celui-ci, ce qui a suscité le ressentiment de la population du pays hôte.

Recommandations :

La MANUC peut demander au pays hôte d'augmenter le financement du personnel de police dans la région. La MANUC peut coordonner, par l'intermédiaire de l'OCHA, les besoins d'aide humanitaire au sein de LORA.

L'UNIBAT pourrait vouloir augmenter les patrouilles dans la zone de LORA afin de réduire les incidents

La MANUC peut également orienter certains efforts du RCFS (Renforcement des capacités des forces de sécurité) vers les forces de police locales, en les encourageant à respecter les droits humains de toutes les personnes au sein de la communauté, y compris les personnes déplacées.

10. Identification du débriefeur : Capitaine Oliver Woodbridge.

11. Évaluation du commandant : Il semble que les habitants de la région de LORA aient peu confiance dans le gouvernement du CARANA pour les aider à résoudre les problèmes locaux et se sentent dépassés par la situation des PDI. Les forces de sécurité locales sont débordées, ce qui entraîne des violations des droits humains, en particulier à l'encontre des PDI, qu'elles considèrent comme des criminels. Par conséquent, une visite régulière des agences de l'ONU et une augmentation des patrouilles de l'UNIBAT devraient contribuer à réduire les tensions dans la région.

Date : Groupe Date-heure 6 jours avant l'EBS

Capitaine Oliver Woodbridge

Officier commandant la compagnie C

UNIBAT

2022-03-17 2022-03-17 2022-03-17 2022-03-17 2022-03-17



UNIBAT Secteur Sud - LEPPKO

RAPPORT DE PATROUILLE

ID de la patrouille : MP_SDP 20XX_MM_JJ (2 jours avant l'EBS7)

1. **Date(s) et lieu : JJ MM AA FARON** - Grille UU 1234 5678
2. **Objectif de la patrouille :**
 - a) Évaluer la situation en matière de sécurité dans la région de FARON.
 - b) Établir/entretenir des relations avec les dirigeants locaux et les principales parties prenantes de la région.
 - c) Évaluer les relations civilo-militaires entre la MANUC et les habitants de la région
 - d) Évaluer la présence éventuelle de belligérants dans la région et visualiser les activités possibles des belligérants dans un avenir proche.
 - e) Vérifier les rapports faisant état de la présence d'enfants soldats dans la région
3. **Départ et retour de la patrouille Groupe Date-heure :**

Départ : Groupe Date-heure 2 jours avant l'EBS, 06h25

Retour : Groupe Date-heure 2 jours avant l'EBS, 16h00
4. **Chef de patrouille et composition :**
 - a. TCC/FP : Capt STAWICKI (Commandant du point focal)
Force de maintien de la paix (FMP) x 32
 - b. Bureau local : S/O
 - c. Autre : 1x commandant tactique ONU-EE 1x Assistant linguistique
5. **Itinéraires :**

Aller : COB ANAN – FARON

Retour : FARON - COB ANAN



Postes de contrôle :

Pont CP situé sur la rive ouest de la rivière de la Paix

Conditions :

La distance entre FARON et COB ANAN est de 48 km. Globalement, l'état de la route était correct, mais étroit. La conduite était lente, mais les véhicules à roues ont pu traverser les inondations mineures à certains endroits. Peut ne pas être praticable pour les véhicules plus larges. **RECOMMANDATIONS :** Reconnaissance par l'ingénieur pour confirmer que les routes et les ponts peuvent supporter tous les véhicules.

6. Tâches/mission :

La tâche principale de la patrouille était d'évaluer la situation en matière de sécurité, les relations avec les principales parties prenantes, les relations entre les civils et les militaires, la présence du CISC dans la région, et de vérifier les rapports faisant état de l'utilisation d'enfants soldats dans la région.

7. Résultats :

a. À propos des tâches/de la mission :

Le 09 février 2022 à 06h30, la patrouille a commencé sa patrouille à l'installation de l'ONU à COB ANAN et a passé un point de contrôle en cours de route sans entrave.

À 08h30, la patrouille arrive et le commandant de la compagnie prend contact avec le maire de FARON, M. IMARA EZI (+55532977). Il a informé la patrouille que la situation en matière de sécurité dans la zone de responsabilité est calme et pacifique. Les relations entre les militaires et les civils sont bonnes. La circulation des civils est libre. Tout se passe bien.

Le maire a également informé la patrouille qu'il s'inquiétait de la sécurité locale, car la police est sous-financée et sous-payée, et les salaires ne sont pas versés régulièrement. Il craint qu'ils n'aient pas d'autre choix que de collecter des fonds. Le maire a demandé des fournitures médicales supplémentaires et a voulu savoir si la mission des Nations Unies serait en mesure d'aider la clinique médicale locale.

09h45 Une fois l'entretien avec le maire terminé, la patrouille a effectué une patrouille de présence à pied à travers FARON, permettant à l'ONU-EE d'observer la communauté. La patrouille remarque que la police locale à FARON a été moins importante que prévu. En particulier, l'ONU-EE a noté qu'il y avait un manque flagrant d'enfants à l'extérieur.

10h00 La patrouille entend une agitation dans le sud-ouest de FARON, et une section est détachée pour enquêter. Ils ont appréhendé un enfant soldat, AMIR HASSAN, âgé de 13 ans, et l'ONU-EE a été immédiatement chargée de s'occuper de l'enfant. L'ONU-EE a pris en charge l'enfant et a soumis un rapport sur les enfants. Le CPE est intervenu et a été dépêché à FARON pour le prendre en charge. L'ONU-EE est chargée de rester avec HASSAN jusqu'à l'arrivée du CPE, une section est chargée d'assurer la sécurité de l'ONU-EE.



11h15 Le CPE arrive et l'ONU-EE lui remet la garde de l'AMIR HASSAN.

12h10 Les membres de la patrouille ont indiqué qu'ils avaient vu les forces de police locales siphonner le carburant d'un de leurs camions, apparemment pour le vendre à un habitant local qui attendait. À l'approche des membres de la patrouille, l'habitant s'est enfui et la police a prétendu qu'ils remplissaient leurs réservoirs. Les policiers ont refusé de donner leur nom et ne portaient pas de papiers d'identité.

13h00 Des cris proviennent à nouveau du sud-ouest, et lorsque la patrouille intervient, elle découvre un autre enfant-soldat, ZAHEEN FARID. L'enfant a immédiatement lâché son arme et s'est rendu à la patrouille. Avant d'être remis au CPE, il a déclaré qu'il était à la recherche d'AMIR HASSAN, qui s'était rendu, et qu'il voulait lui aussi se rendre.

13h15 ZAHEEN FARID est remis au CPE.

14h30 La patrouille quitte FARON pour COB ANAN

16h00 La patrouille est arrivée à COB ANAN

b. **Terrain** : Le terrain dans les zones de patrouille est caractérisé par une jungle épaisse. Le temps était humide, mais la saison des pluies n'a pas encore vraiment commencé. Les pluies qui se sont abattues sur les hauts plateaux ont fait monter le niveau de l'eau et certaines parties des routes sont inondées mais praticables.

c. **Population locale** :

i. Au cours de la patrouille, les femmes locales ont à plusieurs reprises salué la patrouille de manière traditionnelle, bien que cela ait été moins souvent observé de la part des hommes.

ii. L'équipe d'intervention des Nations Unies a noté qu'il semblait y avoir moins d'enfants dans le village que prévu, compte tenu de la démographie de la région.

d. **Agences humanitaires/ONG/ONGI/groupes de femmes dans les régions** :

La dernière aide humanitaire apportée à la population locale a eu lieu en 2019.

e. **Les autorités et services locaux du pays hôte dans les zones concernées** :

Rien d'important à signaler

f. **Forces armées rencontrées, y compris leur composition (hommes, femmes, enfants)** :



i. Deux enfants soldats ont été appréhendés au cours de la patrouille. Ils semblaient savoir que la patrouille se trouvait à FARON. Le premier a été pris en charge par l'équipe d'engagement des Nations Unies (ONU-EE). Le second a été appréhendé après l'arrivée du CPE et l'enfant lui a été remis.

g. **La patrouille a interagi avec les personnes influentes suivants :**

Maire IMARA EZI

8. **Corrections de la carte : Tout enregistrement/observation peut conduire à une correction de la carte.**

Rien d'important à signaler

9. **Conclusions et recommandations :**

La situation en matière de sécurité à FARON est actuellement calme et paisible. Les relations entre les civils et les militaires sont bonnes, ce qui donne de bons résultats aux patrouilles de la mission dans cette région. Cependant, les demandes communautaires d'aide humanitaire/QIP (projet à effet rapide) sont également notées, de même que le commentaire des auteurs qu'une action KLE superficielle sans aucun signe d'amélioration aura un effet contraire à celui que l'on cherche à obtenir par la conduite de la patrouille.

Recommandations :

La MANUC peut demander au pays hôte d'augmenter le financement du personnel de police dans la région.

La MANUC peut coordonner ou informer l'UNICEF, par l'intermédiaire des représentants de l'OCHA et du DDR, que des enfants soldats sont utilisés dans cette zone et qu'ils peuvent chercher à s'échapper.

La MANUC pourrait également s'engager à développer les infrastructures de santé dans la région.

10. **Identification du débriefeur :** Capitaine Simone Stawicki.

11. **Évaluation du commandant :** Il semble que les habitants de la région de FARON ne fassent pas confiance au gouvernement de CARANA pour les aider à résoudre les problèmes locaux. Les forces de sécurité locales sont sous-financées et l'on a pensé que le maire avait peut-être sous-estimé la faiblesse et le désespoir de la police locale. Par conséquent, une visite régulière des agences de l'ONU et une augmentation des patrouilles de l'UNIBAT devraient contribuer à garantir une paix et une stabilité durables dans la région.

ANNEXE B - Documents de référence - Exercices basés sur des scénarios (EBS)



Date : Groupe Date-heure 2 jours avant l'EBS

Capitaine Simone Stawicki

Commandant de la compagnie B

UNIBAT



Secteur Sud de l'ONU - Province de LEPPKO

RAPPORT DE PATROUILLE

ID de la patrouille : MP_SDP 2022_02_09

1. **Date(s) et lieu : JJ MM AA** COB ANNAN à ERES, Province de LEPPKO.
2. **Objectif de la patrouille :**
 - a) Évaluer la situation en matière de sécurité dans la région d'ERES.
 - b) Établir/entretenir des relations avec les responsables locaux de la région.
 - c) Évaluer les relations civilo-militaires entre la MANUC et les habitants de la région
 - d) Évaluer les éventuelles perturbations de l'État de droit dans la région.
 - e) Surveiller l'état et la présence des groupes criminels dans la région.
3. **Départ et retour de la patrouille Groupe Date-heure :**

Départ : Groupe Date-heure 6 jours avant l'EBS, 09h25

Retour : DTG 6 jours avant l'EBS, 15h40
4. **Chef de patrouille et composition :**
 - a. PCT/FP : Capitaine DELANEY (Commandant du point focal)
 Force de maintien de la paix (PKF) x 32
 - b. Bureau local : S/O
 - c. Autre : 1x Assistant(e) linguistique
 1x commandant tactique ONU-EE
5. **Itinéraires :**

Aller : COB MANDELA - ERES

Retour : ERES - COB MANDELA

Postes de contrôle :

Pont CP CMI situé sur la rive orientale du fleuve Victoria



Conditions :

La distance entre COB MANDELA et ERES est de 32 km. Globalement, la route était en bon état avec quelques zones endommagées par les récentes pluies. Praticable pour tous les véhicules, mais impossible d'aller au-delà de 30 km/h dans les zones.

6. Tâches/mission :

La tâche principale de la patrouille consistait à évaluer la situation en matière de sécurité, les relations avec les principales parties prenantes et les relations entre les civils et les militaires.

7. Résultats :

a. À propos des tâches/de la mission :

Le XX MM AA à 09h35, la patrouille a commencé sa patrouille aux installations de l'ONU à COB MANDELA et a passé un point de contrôle en cours de route sans encombre.

À 11h20, la patrouille est arrivée dans le village d'ERES et s'est entretenue avec le chef de la police du district, M. James NKOSI (#####). Il a informé la patrouille que la situation en matière de sécurité dans la zone de responsabilité est relativement calme et paisible. Les relations entre les militaires et les civils sont bonnes. La circulation des civils est libre. Toutefois, il n'a pas signalé une augmentation de l'activité criminelle, car plusieurs groupes ont volé des fournitures destinées à ERES et aux régions avoisinantes, puis ont revendu les produits sur le marché noir à un prix plus élevé. Le chef de la police du district a également indiqué qu'il ne disposait pas actuellement d'un nombre suffisant d'agents de police pour traiter correctement ce problème et que les habitants de la région commençaient à en souffrir. La rémunération des agents est également de plus en plus difficile à assurer en raison du conflit en cours dans la province du LEPPKO.

12h15 La patrouille s'est rendue au marché principal d'ERES pour observer le mode de vie. Sur le marché, un véhicule semblant appartenir à une clinique médicale était garé dans une allée, et des individus à l'allure suspecte déchargeaient rapidement le matériel contenu dans le véhicule pour le mettre dans un camion banalisé. En apercevant le véhicule de patrouille qui se dirigeait dans leur direction, les hommes ont laissé tomber les marchandises et se sont enfuis à bord du véhicule. La patrouille n'a pas été en mesure d'identifier le véhicule. Le propriétaire du véhicule est revenu peu après la fuite des hommes et était manifestement contrarié par le vol de fournitures. Il a déclaré qu'il était en train de livrer des médicaments pour enfants à une pharmacie située au coin de la rue. Ce n'est pas la première fois que cela se produit, et il a noté que l'école publique locale de Mbuya s'est également fait voler des fournitures.

13h25 Certains membres de la patrouille ont vu un agent de police de district siphonner le carburant de son camion pour le vendre à un habitant qui attendait. À la vue de la patrouille, l'habitant s'est enfui et le policier s'est mis sur la défensive, affirmant qu'il aidait un civil dans le besoin. Il a refusé de donner d'autres informations.



La patrouille a entamé le trajet du retour pour COB MANDELA à 14h00 et est arrivée à 15h40 sans encombre.

b. **Terrain** : Le terrain dans les zones de patrouille se caractérise par des terres relativement plates avec quelques collines et crêtes rocheuses. La végétation est de type savane, couverte d'herbes hautes, d'arbres et de fourrés, et entrecoupée de quelques terres agricoles à proximité des zones d'habitation.

c. **Population locale** :

i. Les habitants semblaient généralement heureux de voir la patrouille.

d. **Agences humanitaires/ONG/ONGI/groupes de femmes dans les**

régions : Rien d'important à signaler

e. **Les autorités et services locaux du pays hôte dans les zones concernées** :

Rien d'important à signaler

f. **Forces armées rencontrées, y compris leur composition (hommes, femmes, enfants)** : Rien d'important à signaler

g. **La patrouille a interagi avec les personnes influentes suivantes** :

Chef de la police du district, M. James NKOSI

8. **Corrections de la carte : Tout enregistrement/observation peut conduire à une correction de la carte.**

Rien d'important à signaler

9. **Conclusions et recommandations** :

La situation en matière de sécurité à ERES est généralement calme et pacifique, mais si les activités criminelles et les violations de l'État de droit se poursuivent, des troubles pourraient survenir. Les relations entre les civils et les militaires sont bonnes, ce qui donne de bons résultats aux patrouilles de la mission dans cette région. Toutefois, on peut s'attendre à ce que les communautés demandent l'assistance de l'UNPOL à la suite d'actes criminels.

Recommandations :

La MANUC peut demander au pays hôte d'augmenter les effectifs de police dans la région.

La MANUC peut augmenter les patrouilles dans la zone pour dissuader les activités criminelles

10. **Identification du débriefeur** : Capitaine R. DELANEY



11. Évaluation du commandant : Il semble que les habitants de la zone ERES entretiennent des relations saines avec la composante militaire, mais celles-ci risquent de s'aggraver si l'activité criminelle se poursuit. Par conséquent, une visite régulière des agences des Nations Unies devrait contribuer à garantir une paix et une stabilité durables dans la région.

Date : Groupe Date-heure 6 jours avant l'EBS

ANNEXE B - Documents de référence - Exercices basés sur des scénarios (EBS)



Rencontre avec Ezekiel KANYARI

Références :

1. CADRE DE LA RÉUNION.

Lieu de la réunion.

Lora Medical Supplies, LORA, Province de LEPPKO

4T 3210 5678

b. Groupe Date-heure de la réunion.

(1) Début : JJ 15h30 MOIS ANNÉE

(2) Fin JJ 17h00 MOIS ANNÉE

c. Participants à la réunion. *Recueillir le nom complet, les coordonnées et le titre du poste (le cas échéant) de tous les participants. Confirmer l'orthographe du nom avec votre preneur de notes/assistant linguistique*

(1) Militaire : Sergent JONES et Sergent BANDA

(2) Assistant(e) linguistique : Mary NYONGO

(3) Civils : Ezekiel KANYARI

d. Objectif de la réunion : *Ce que vous espérez obtenir doit être lié à un effet de l'engagement (EE).*

EE1 - Informer les parties prenantes internes et externes de la mission de la finalité et des objectifs de la MANUC

EE2 - Renforcer la communication ouverte avec les parties prenantes de la mission

2. DÉTAILS DE LA RÉUNION.

ANNEXE B - Documents de référence - Exercices basés sur des scénarios (EBS)



Résumé de la réunion : *Un résumé détaillé de ce qui s'est passé lors de la réunion, fournir des détails*

L'ONU-EE a rencontré M. KANYARI, copropriétaire de Lora Medical Supplies. Nous avons rencontré M. KANYARI pour la première fois lors d'une patrouille à CAMP LORA il y a deux jours, alors qu'il déposait des fournitures médicales à l'ONG CARE FOR THE CHILDREN. Il nous a invités dans son magasin pour discuter d'événements inquiétants dont il avait été témoin au début de la semaine et dont il pensait que nous devions être informés.

Il a semblé très heureux de nous rencontrer, nous a offert des rafraîchissements à l'entrée du magasin et a fait visiter l'équipe avant de nous inviter à nous asseoir dans son bureau. Nous avons passé les premières minutes à établir une relation, tandis qu'il racontait comment il avait bâti sa carrière dans la vente de fournitures médicales. Il nous a expliqué qu'il avait d'abord été instituteur, mais qu'une fois que le conflit a éclaté dans la région et que de nombreuses écoles ont fermé, sa foi l'a poussé à apporter son aide, en particulier les enfants, dont beaucoup étaient séparés de leur famille. Il a commencé par faire du bénévolat auprès de CARE FOR CHILDREN, en soignant de petites blessures, et a beaucoup appris sur le domaine médical. Il a constaté qu'il y avait certaines lacunes dans la logistique de l'approvisionnement et de la livraison des fournitures médicales, ce qui l'a amené à ouvrir Lora Medical Supplies avec un ami, qui avait des connaissances dans le domaine des affaires et qui était doué pour les finances. Il nous a expliqué que l'entreprise ne faisait pas beaucoup de bénéfices, mais qu'elle était en mesure de payer le loyer et d'assurer l'acheminement de fournitures très importantes vers le CAMP LORA. Il semble très passionné par son travail avec les ONG, et en particulier avec les enfants.

Comme il s'agissait de notre première rencontre organisée avec M. KANYARI, nous lui avons expliqué notre rôle en tant que ONU-EE et ONU-PE, et nous lui avons parlé de l'engagement actuel de la MANUC dans le CARANA. Sa réponse a été positive et il a exprimé sa gratitude pour notre travail de soutien au processus de paix. Il a indiqué qu'il avait rencontré de nombreux autres soldats du monde entier dans le cadre de ces missions, et qu'il était très enthousiaste à l'idée de faire la connaissance de la nouvelle équipe. Il nous a fait savoir qu'il pourrait être un excellent agent de liaison dans la région, prêt à nous mettre en contact avec d'autres acteurs clés de la ZO.

Son langage corporel a commencé à changer lorsque nous lui avons demandé quel genre d'événements troublants il souhaitait aborder avec nous. Il s'est tu, a détourné le regard et poussé un profond soupir. Il a commencé à expliquer qu'après avoir déposé sa dernière cargaison de fournitures, il avait remarqué un groupe de jeunes filles agressées physiquement et poussées dans un véhicule par ce qui semblait être des soldats du CISC, juste à l'extérieur du camp. Il a commencé à klaxonner et les hommes se sont dispersés, laissant les filles derrière eux. Il s'est immédiatement précipité vers le groupe, mais elles ont refusé de lui parler et se sont enfuies dans le camp, où il ne les a pas retrouvées. Il l'a ensuite signalé à son collègue de CARE FOR THE CHILDREN, qui lui a dit qu'il ferait le nécessaire auprès de la police. Il craignait qu'elles ne soient enlevées, car les soldats du CISC sont connus pour cela, et utilisent les filles pour s'occuper de la logistique et des soins de santé des soldats du CISC.

Il a demandé que, dans la mesure du possible, nous nous renseignions sur ce groupe de jeunes filles et que nous veillions à ce qu'elles soient suivies et vues par un conseiller en protection de l'enfance (CPE). Le sergent BANDA a rassuré M. KANYARI en lui disant que nous enverrions ce rapport à notre commandant en chef et que nous veillerions à ce que quelqu'un s'occupe de cette question. M. KANYARI a semblé soulagé et nous a remerciés de l'avoir aidé à résoudre cette situation très grave. Il souhaite nous tenir au courant de tout ce dont il sera témoin.



3. Résultat de la réunion. *La réunion a-t-elle été fructueuse ? L'individu/le groupe a-t-il convenu d'une autre réunion ?*

L'ONU-EE estime que la réunion a été un succès. L'équipe a pu obtenir des informations importantes sur un problème grave qui touche le camp. Nous avons indiqué que nous passerions à nouveau pour assurer un suivi lors de notre prochaine patrouille.

4. Recommandations. *Quelles sont les recommandations de l'ONU-PE pour le Commandant ou le Commandant en second e l'ONU-PE ?*

L'ONU-EE transmettra l'information par l'intermédiaire du CoC. Recommander à l'équipe de rester en contact régulier avec M. KANYARI, car ses liens avec le CAMP LORA et l'ONG CARE FOR THE CHILDREN nous permettront d'être informés de tout nouveaux cas de VSLC dans la région.

Détails du rapport d'équipe : Nom, grade, équipe, coordonnées



Rencontre avec M. Michael MWANGI

Références :

1. CADRE DE LA RÉUNION.

a. Lieu de la réunion. (Adresse et grille)

École publique de Mbuya, ERES, province de
LEPPKO QQ 2345 6789

b. Groupe Date-heure de la réunion.

(1) Début : JJ 14h00 MOIS ANNÉE

(2) Fin JJ 15h00 MOIS ANNÉE

c. Participants à la réunion. *Recueillir le nom complet, les coordonnées et le titre du poste (le cas échéant) de tous les participants. Confirmer l'orthographe du nom avec votre preneur de notes/assistant linguistique*

(1) Militaire : Sergent HASSAN et Sergent TARIQ

(2) Assistant(e) linguistique : Naomi NAGATA

(3) Civils : M. Michael MWANGI

d. Objectif de la réunion : *Ce que vous espérez obtenir doit être lié à un effet de l'engagement.*

EE1 - Informer les parties prenantes internes et externes de la mission de la finalité et des objectifs de la MANUC
EE2 - Renforcer la communication ouverte avec les parties prenantes de la mission

2. DÉTAILS DE LA RÉUNION.



Résumé de la réunion : *Un résumé détaillé de ce qui s'est passé lors de la réunion, fournir des détails*

L'ONU-EE a rencontré M. MWANGI après l'avoir rencontré il y a deux semaines lors d'une patrouille à FARON. Il nous a invités à venir le rencontrer pour discuter de certains problèmes en cours à l'école où il travaille, l'école publique de Mbuya.

M. MWANGI était très content de voir l'équipe, et nous avons passé quelques minutes à établir des relations et à lui poser des questions sur son travail. Il nous a informés qu'il travaillait à l'école depuis quatre ans en tant que professeur de mathématiques. Il enseigne principalement à des enfants âgés de 8 à 12 ans. Pendant qu'il nous parlait, l'équipe a pu constater qu'il était très heureux dans son travail et qu'il semblait passionné par l'enseignement et par ses élèves.

Comme il s'agissait de notre première rencontre organisée avec M. MWANGI, nous lui avons expliqué notre rôle en tant qu'ONU-EE et ONU-ES et nous lui avons parlé de l'engagement actuel de la MANUC au CARANA. Il a réagi positivement et a semblé reconnaissant que nous soyons ici pour aider à soutenir le processus de paix. Il a déclaré qu'ERES a beaucoup souffert tout au long du conflit et que les temps ont été durs pour tout le monde dans le village.

Il est devenu très sérieux et silencieux après ce commentaire. Il a déclaré que l'école manquait de fournitures, telles que des livres, des cahiers, des crayons et plusieurs autres articles dont l'école a besoin pour fonctionner efficacement. En raison de la pénurie de fournitures, certains élèves ont cessé de venir parce qu'ils ne sont pas en mesure d'obtenir le niveau d'apprentissage qu'ils attendent. Des bandes criminelles locales ont volé des fournitures destinées au village et les ont revendues à un prix beaucoup plus élevé, y compris les fournitures destinées à l'école.

Ces vols entraînent une augmentation des coûts pour l'école, qui n'a d'autre choix que d'acheter des fournitures au marché noir, car de nombreuses familles d'élèves qui fréquentent l'école n'ont pas les moyens d'acheter certaines des fournitures de base nécessaires à la fréquentation de l'école. Cependant, le budget de l'école s'en trouve grevé et les moyens permettant de continuer à fournir les fournitures nécessaires à l'apprentissage des élèves s'amenuisent rapidement.

M. MWANGI mentionne que la situation de l'école n'est pas la seule. La clinique médicale voisine a également souffert du vol de fournitures et manque cruellement de médicaments de base pour la population du village. Il estime que le village ne peut pas continuer à commettre tous ces vols, car les approvisionnements dans toute la région s'amenuisent et les habitants n'ont pas les revenus nécessaires pour acheter des produits au marché noir. Il espère que les Nations unies seront en mesure d'intervenir et d'apporter une aide au village afin qu'il puisse retrouver une vie normale.



3. Résultat de la réunion. *La réunion a-t-elle été fructueuse ? L'individu/le groupe a-t-il convenu d'une autre réunion ?*

L'ONU-EE estime que la réunion a été couronnée de succès. Nous avons pu obtenir de M. MWAGI des informations complémentaires sur d'autres services publics qui souffrent, y compris un contact à la clinique médicale voisine. Nous avons indiqué que nous essaierions de nous y arrêter lors de notre prochaine patrouille pour faire le point sur la situation.

4. Recommandations. *Quelles sont les recommandations de l'ONU-PE pour le Commandant ou le commandant en second de l'ONU-PE ?*

L'ONU-EE transmettra l'information au CoC. Recommander à l'équipe de contacter et de programmer une réunion avec le contact de la clinique médicale afin de recueillir davantage de données sur les activités criminelles et l'état de droit à ERES.

Détails du rapport d'équipe : Nom, grade, équipe, coordonnées

ANNEXE B - Documents de référence - Exercices basés sur des scénarios (EBS)



Évaluation de village favorisant l'égalité des genres

Section 1 : Informations de base, y compris votre nom (Évaluateur) et le groupe Date-heure du rapport. Les coordonnées doivent être celles de la grille de la carte.

Activité : 3	Village : FARON	Coordonnées : UU 1234 5678
Compagnie/Section : Cie B, 3 sections	Nom de l'évaluateur : Sergent HASSAN	Groupe Date-heure : XX 15h30 MM AA

Section 2 : Accès routier en été/saison sèche et en hiver/saison des pluies. Les véhicules peuvent-ils accéder à la zone ou les gens doivent-ils se déplacer à pied ?

Accès routier : Été/Saison sèche	Voiture : O/N Non	4x4 : O/N Oui	Camion : O/N Non		Accès routier : Hiver/Saison des pluies	Voiture : O/N Non	4x4 : O/N Oui	Camion : O/N Non
-------------------------------------	----------------------	------------------	---------------------	--	--	----------------------	------------------	---------------------

Section 3 : Quelle est la composition de la population ? Combien compte-t-elle de personnes locales, rapatriées, déplacées ou réfugiée ? Si des personnes déplacées ou réfugiées sont présentes, pourquoi ne peuvent-elles pas rentrer chez elles ?

Population actuelle		Hommes en âge de travailler (19-60)	Femmes en âge de travailler (19-60)	Filles (0-18)	Garçons (0-18)	Femmes âgées (60+)	Homm es âgés (60+)
	Locaux	63	57	50	75	14	21
	Rapatriés	8	3	0	7	1.	4
	Personnes déplacées	15	21	7	8	5	7
	Réfugié	6	9	3	4	5	2
Nombre de personnes déplacées/réfugiées		Secteur	Village	Qu'est-ce qui empêche leur retour ?			
63 PDI		1	GALASI	Peur des groupes ethniques, insécurité générale			
29 réfugiés		S/O	RIMOSA	Violence ethnique à RIMOSA			
Obstacles au retour : transport ; maison endommagée ; maison occupée ; village déserté ; insécurité générale ; violence sexuelle et fondée sur le genre ; enlèvement de garçons, de filles, de femmes ou d'hommes ; violence et meurtre d'hommes, de femmes, de garçons ou de filles ; peur des autres groupes ethniques ; accès à la nourriture et satisfaction des besoins élémentaires ; soins de santé ; éducation ; eau ; électricité ; autre (veuillez préciser).							

Section 4 : Qui sont les responsables locaux ? Cette section peut être personnalisée en fonction des besoins.

Responsables de la communauté présents :		Assistant de liaison (ALC)	Maire/Aîné	Organisation de femmes
	Nom :	Philip Mbaio	Sage MOHAMMED	Mme Neha
	Tél :	####	###	####
	Imam/Prêtre	Enseignant	Soignant	ONG
Nom :			Dr. Tariq	Aucun
Tél:			####	
	Autre	Autre	Autre	Autre

ANNEXE B - Documents de référence - Exercices basés sur des scénarios (EBS)



Nom :				
Tél :				

Section 5 : *Le village ou la zone a-t-il (elle) été choisi(e) comme centre de distribution ou d'approvisionnement pour l'aide humanitaire ? Quels sont les villages desservis ?*

Stockage/ Distribution d'aide humanitaire (O/N) Oui	Qui est responsable de la distribution ?				Entrepôt/stockage local ?		
	ONG OCHA	Maire	Mosquée/ église	Pays hôte	O/N ? O	Type : Installation de stockage	Taille :
Centre de distribution ?	Le village stocke-t-il de l'aide humanitaire devant être distribuée ailleurs O/N				Si oui, quels sont les villages qui bénéficient de l'aide : Tous les villages situés dans un rayon de 20 km autour de FARON		
	Oui						

Section 6 : *Infrastructures (électricité, moyens de communication, eau et installations sanitaires, santé, éducation et dommages causés aux maisons et autres bâtiments)*

Électricité :	Opérationnel ?	O/N ou par intermittence O			Si elle est intermittente, combien d'heures par jour ?			
Communication :	Téléphone fixe	Mobile	Radio	TV	Avis public	Presse	Affiches	
Oui ou non :	O	O	O	O	O	O	N	
Combien de logements	30	S/O	70	25	S/O	s.o.	s.o.	
Accès pour les hommes	O	O	O	O	O	O	S/O	
Accès pour les femmes	O	O	O	O	O	N	S/O	
Eau et assainissement	% d'habitations équipées	Distance	État actuel		Perception de l'eau :			
			En état de marche/endommagé		Bonne/Mauvaise	Suffisante/Non suffisante		
Puits	40	2KM	En état de marche		Mauvaise	Satisfaisant		
Sources	10	7KM	En état de marche		Bon	Satisfaisant		
Eau courante	50	S/O	Endommagé		Mauvaise	Pas suffisante		
Autre								
Santé	Consultations quotidiennes	Opérationnel ?	Nombre de personnel			Distance :	Médicaments/équipement	Eau/hygiène
			Médecins	Infirmiers	Auxiliaires médicaux			
Hôpital,	Oui	Oui	7	2	1.	30 KM	O	O
Clinique	Non	Non						
Transport	Oui	Oui						
Éducation	École ouverte :		O/N O	Distance :	Nombre :			
	Équipée :		O/N O	À FARON	Salles de classe	Enseignant	Garçons	Filles
					5	4	45	27

ANNEXE B - Documents de référence - Exercices basés sur des scénarios (EBS)



Dommages aux habitations	Nombre total de maisons : 75	Cat 1	Cat 2	Cat 3	Cat 4	Cat 5
		35 %	50 %	15 %	0%	0%
<p>La catégorie 1 aucun dommage ou dommage secondaire. La catégorie 2 fenêtres cassées, charnières et serrure de portes cassées, tuiles cassées ; pas d'eau ni d'électricité ; réparable. Catégorie 3 toit détruit jusqu'à 30 % ; impacts légers d'obus ou de balles sur les murs ; dommages partiels dus au feu ; réparable.</p> <p>La catégorie 4 toit détruit à plus de 30 % ; dommages graves dus au feu ; besoin d'un nouveau plancher ; portes et fenêtres détruites ; toute la tuyauterie et le câblage détruits. La catégorie 5 destruction complète ; reconstruction nécessaire ; non réparable.</p>						

Section 7 : Incidences des violations des droits humains et des abus. Les types d'incidents peuvent inclure : VSLC, enlèvement, attaque contre le village, attaque contre un individu à l'intérieur ou à l'extérieur du village. Veuillez fournir des détails supplémentaires, le cas échéant

Date :	XX	XX	XX	XX				
Lieu de l'incident :	FARON Attaque	FARON Attaque	FARON Attaque	FARON Enlèvement				
Nombre de civils impliqués	2	1.	1.	1.				
Sexe/âge de la victime	Femmes 19 et 20 ans	Fille, 15 ans	Femme, 32 ans	Garçon, 9 ans				
Nombre d'agresseurs	3	Inconnu	2	4				
Sexe/âge des agresseurs	Garçons, 9, 14, 17 ans	Inconnu	Hommes, 15-17 ans	Hommes, 19-28 ans				
ID de l'agresseur	Suspect CISC	Suspect CISC	Suspect CISC Enfants soldats	Suspect CISC				
Localisation de l'agresseur	FARON Marché	2 KM à l'est de FARON	FARON Marché	FARON Marché				

ANNEXE B - Documents de référence - Exercices basés sur des scénarios (EBS)



Évaluation des villages favorisant l'égalité des genres

Section 1 : Informations de base, y compris votre nom (Évaluateur) et le groupe Date-heure du rapport. Les coordonnées doivent être celles de la grille de la carte.

Activité : 1	Village : Village d'ERES	Coordonnées : GG 9876 5432
Compagnie/Section : Cie A, Section 1	Nom de l'évaluateur : Sergent TARIQ	Groupe Date-heure : XX 08h40 MM AA

Section 2 : Accès routier en été/saison sèche et en hiver/saison des pluies. Les véhicules peuvent-ils accéder à la zone ou les gens doivent-ils se déplacer à pied ?

Accès routier : Été/Saison sèche	Voiture : O/N Oui	4x4 : O/N Oui	Camion : O/N Oui	Accès routier : Hiver/Saison des pluies	Voiture : O/N Oui	4x4 : O/N Oui	Camion : O/N Non
-------------------------------------	----------------------	------------------	---------------------	--	----------------------	------------------	---------------------

Section 3 : Quelle est la composition de la population ? Combien compte-t-elle de personnes locales, rapatriées, déplacées ou réfugiée ? Si des personnes déplacées ou réfugiées sont présentes, pourquoi ne peuvent-elles pas rentrer chez elles ?

Population actuelle		Hommes en âge de travailler (19-60)	Femmes en âge de travailler (19-60)	Filles (0-18)	Garçons (0-18)	Femmes âgées (60+)	Hommes âgés (60+)
	Locaux	30	20	15	21	13	8
	Rapatriés	5	12	3	5	2	1.
	Personnes déplacées	5	4	7	8	5	7
	Réfugié	10	13	3	2	3	6
Nombre de personnes déplacées/réfugiés		Secteur	Village	Qu'est-ce qui empêche leur retour ?			
36 PDI		1	Eres	Conflit, meurtre de civils, VSLC			
37 réfugiés		S/O	Rimosa	Violence ethnique à RIMOSA			
Obstacles au retour : transport ; maison endommagée ; maison occupée ; village déserté ; insécurité générale ; violence sexuelle et fondée sur le genre ; enlèvement de garçons, de filles, de femmes ou d'hommes ; violence et meurtre d'hommes, de femmes, de garçons ou de filles ; peur des autres groupes ethniques ; accès à la nourriture et satisfaction des besoins élémentaires ; soins de santé ; éducation ; eau ; électricité ; autre (veuillez préciser).							

Section 4 : Qui sont les responsables locaux ? Cette section peut être personnalisée en fonction des besoins.

Responsables de la communauté présents :		Assistant de liaison (ALC)	Maire/Sage	Organisation de femmes
	Nom :	Pas d'ALC	Sage MUTWABI	SAVE THE WOMEN
	Tél :		###	
	Imam/Prêtre	Enseignant	Soignant	ONG
Nom :	Michael Otunga	Elvie Okoye	Marie Lund	Mme Xu (HCR)
Tél :		###		###
	Autre	Autre	Autre	Autre

ANNEXE B - Documents de référence - Exercices basés sur des scénarios (EBS)



Nom :				
Tél :				

Section 5 : *Le village ou la zone a-t-il (elle) été choisi(e) comme centre de distribution ou d'approvisionnement pour l'aide humanitaire ? Quels sont les villages desservis ?*

Stockage/ Distribution d'aide humanitaire (O/N) Non	Qui est responsable de la distribution ?				Entrepôt/stockage local ?		
	ONG	Maire	Mosquée/ église	Pays hôte	O/N ?	Type :	Taille :
Centre de distribution ?	Le village stocke-t-il de l'aide humanitaire devant être distribuée ailleurs O/N				Si oui, quels sont les villages qui bénéficient de l'aide :		

Section 6 : *Infrastructures (électricité, moyens de communication, eau et installations sanitaires, santé, éducation et dommages causés aux maisons et autres bâtiments)*

Électricité :		Opérationnel ?	O/N ou par intermittence Intermittent			Si elle est intermittente, combien d'heures par jour ? 6-7 heures		
Communication :		Téléphone fixe	Mobile	Radio	TV	Avis public	Presse	Affiches
Oui ou non :		O	O	O	N	O	N	N
Combien de logements		5	2	12	S/O	S/O	S/O	S/O
Accès pour les hommes		O	O	O	S/O	O	S/O	S/O
Accès pour les femmes		O	O	O	S/O	O	S/O	S/O
Eau et assainissement		% d'habitants équipés	Distance	État actuel		Perception de l'eau :		
				En état de marche/endommagé		Qualité	Quantité	
						Bonne/Mauvaise	Suffisante/Non suffisante	
Puits		90	2 KM	Endommagé		Mauvaise	Satisfaisant	
Sources		10	3 KM	En état de marche		Bon	Satisfaisant	
Eau courante								
Autre								
Santé	Consultations quotidiennes	Opérationnel ?	Nombre de personnel			Distance :	Médicaments/ équipement	Eau/ hygiène
			Médecins	Infirmiers	Auxiliaires médicaux			
Hôpital,	Non	Oui	4	6	1.	20 KM	O	O
Clinique	Oui	Oui	1	3	1.	10 KM	N	N
Transport	Oui	Oui						
Éducation	École opérationnelle :		O/N	Distance :		Nombre :		
	Équipée :		O/N	3 km	Salles de classe	Enseignant	Garçons	Filles
					5	4	40	25

ANNEXE B - Documents de référence - Exercices basés sur des scénarios (EBS)



Dommages aux habitations	Nombre total de maisons : 80		Cat 1	Cat 2	Cat 3	Cat 4	Cat 5
			50%	+ de 50 %	0%	0%	0%
<p>La catégorie 1 aucun dommage ou dommage secondaire. La catégorie 2 fenêtres cassées, charnières et serrure de portes cassées, tuiles cassées ; pas d'eau ni d'électricité ; réparable. Catégorie 3 toit détruit jusqu'à 30 % ; impacts légers d'obus ou de balles sur les murs ; dommages partiels dus au feu ; réparable.</p> <p>La catégorie 4 toit détruit à plus de 30 % ; dommages graves dus au feu ; besoin d'un nouveau plancher ; portes et fenêtres détruites ; toute la tuyauterie et le câblage détruits. La catégorie 5 destruction complète ; reconstruction nécessaire ; non réparable.</p>							

Section 7 : *Incidences des violations des droits humains et des abus. Les types d'incidents peuvent inclure : VSLC, enlèvement, attaque contre le village, attaque contre un individu à l'intérieur ou à l'extérieur du village. Veuillez fournir des détails supplémentaires, le cas échéant*

Date :	XX	XX	XX	XX				
Lieu de l'incident :	ARES ROL Vol	ARES Harcèlement	ARES Harcèlement	ARES Vol				
Nombre de civils impliqués	3	1.	2	6				
Sexe/ âge de la victime	2 femmes, 20 et 19	Fille, 10 ans	Fille, 13 ans	3 femmes (8-15), 1 homme (13)				
Nombre d'agresseurs	3	Inconnu	Inconnu	4				
Sexe/âge des agresseurs	Homme, 18-21 ans	Inconnu	Inconnu	Homme, 18-21 ans				
ID de l'agresseur	Suspect CISC	Suspect Police nationale	Suspect Police nationale	Suspect CISC				
Localisation de l'agresseur	Inconnu	Inconnu	Inconnu	Inconnu				

Note sur les violations des droits humains : Ceux qui ont signalé des incidents déclarent que les femmes sont harcelées par la police au hasard.

ANNEXE B - Documents de référence - Exercices basés sur des scénarios (EBS)



Rapport sur les enfants

Détails du rapport : Nom, grade, équipe, date du rapport, coordonnées

Ligne	Description	Rapport
C	Codification (numéros) et identification des enfants	<p>Âge(s), sexe, nom de famille/père, tribu, groupe, affiliation, etc.</p> <p>1 x Homme (13), Nom de famille : Amir Hassan</p>
H	Heure	<p>Groupe Date-heure de l'incident</p> <p>JJ 10h00 MM AA (2 jours avant l'EBS7)</p>
I	Indicateur	<p>Indicateur basé sur six violations graves à l'encontre des enfants - format en page 2</p> <p>2A et 3A</p>
L	Lieu (MGRS)	<p>Fournir une grille de localisation</p> <p>Village de FARON - Grille UU 1234 5678</p>
D	Décision (propre)	<p>Ligne de conduite appropriée pour la patrouille (par exemple, nous allons engager le dialogue verbalement, maintenir une surveillance étroite)</p> <p>L'ONU-EE s'est engagée et a recueilli des données sur l'enfant, le CPE en a été informé, elle maintiendra sa position jusqu'à l'arrivée du CPE</p>
R	Risque évalué*	<p>Risque potentiel, imminent ou permanent (voir ci-dessous)</p> <p>Risque permanent - le survivant déclare que 2A/3A est en cours dans la région.</p>
E	Effet escompté	<p>Qu'aimeriez-vous qu'il se passe ou que faut-il qu'il se passe ?</p> <p>Le CPE s'installe dans les locaux de la patrouille</p>
N	Nécessité	<p>Avez-vous besoin d'un soutien supplémentaire pour obtenir l'effet désiré ?</p> <p>S2 analyser et évaluer la situation</p>



<i>* Niveau de risque</i>	Potentiel	indique un risque possible de recrutement, d'utilisation d'enfants à des fins malveillantes à moyen et long terme.
	Imminent	indique que l'utilisation d'enfants à des fins malveillantes est imminente/probable dans un avenir proche.
	En cours	indique que l'utilisation d'enfants à des fins malveillantes est actuellement en cours/susceptibles de s'aggraver.

Indicateurs

1. Meurtre et mutilation :	<ul style="list-style-type: none"> ciblage direct mines terrestres tirs croisés armes à sous-munitions Engins explosifs improvisés (EEI) attentats suicides Torture
2. Utilisation d'enfants :	<ul style="list-style-type: none"> Combattants Cuisiniers Porteurs Messagers Espions Collaborateurs Chauffeurs Traducteurs
3. Enlèvement :	<ul style="list-style-type: none"> recrutement dans des forces ou groupes armés participation à des hostilités exploitation ou abus sexuels (EAS) travail forcé prise d'otage(s) - endoctrinement
4. Viol et violence sexuelle	<ul style="list-style-type: none"> viol autres violences sexuelles esclavage sexuel prostitution forcée mariage forcé grossesse stérilisation forcée.
5. Attaques contre les écoles et hôpitaux :	<ul style="list-style-type: none"> écoles et hôpitaux dans les conflits armés, écoliers, éducateurs et personnel médical
6. Dénier d'accès humanitaire :	<ul style="list-style-type: none"> refus intentionnel ou obstruction au passage de l'aide humanitaire par les parties à un conflit armé, obstruction à l'accès et à l'aide des acteurs humanitaires aux enfants touchés par un conflit armé

ANNEXE B - Documents de référence - Exercices basés sur des scénarios (EBS)



Évaluation des villages favorisant l'égalité des genres

Section 1 : Informations de base, y compris votre nom (Évaluateur) et le groupe Date-heure du rapport. Les coordonnées doivent être celles de la grille de la carte.

Activité : 1	Village : Village d'LORA	Coordonnées : UU 1234 5678
Compagnie/Section : Cie A, Section 1	Nom de l'évaluateur : Sergent RANA	Groupe Date-heure : XX 08h40 MM AA

Section 2 : Accès routier en été/saison sèche et en hiver/saison des pluies. Les véhicules peuvent-ils accéder à la zone ou les gens doivent-ils se déplacer à pied ?

Accès routier : Été/Saison sèche	Voiture : O/N Oui	4x4 : O/N Oui	Camion : O/N Oui		Accès routier : Hiver/Saison des pluies	Voiture : O/N Oui	4x4 : O/N Oui	Camion : O/N Non
-------------------------------------	----------------------	------------------	---------------------	--	--	----------------------	------------------	---------------------

Section 3 : Quelle est la composition de la population ? Combien compte-t-elle de personnes locales, rapatriées, déplacées ou réfugiée ? Si des personnes déplacées ou réfugiées sont présentes, pourquoi ne peuvent-elles pas rentrer chez elles ?

Population actuelle		Hommes en âge de travailler (19-60)	Femmes en âge de travailler (19-60)	Filles (0-18)	Garçons (0-18)	Femmes âgées (60+)	Homm es âgés (60+)
	Locaux	40	30	16	23	17	9
	Rapatriés	6	14	3	5	2	1.
	PDI	15	21	7	8	5	7
	Réfugié	12	18	5	7	3	6
Nombre de personnes déplacées/réfugiées		Secteur	Village	Qu'est-ce qui empêche leur retour ?			
66 PDI		1	Eres	Conflit, meurtre de civils, VSLC			
51 réfugiés		S/O	Rimosa	Violence ethnique à RIMOSA			
Obstacles au retour : transport ; maison endommagée ; maison occupée ; village déserté ; insécurité générale ; violence sexuelle et fondée sur le genre ; enlèvement de garçons, de filles, de femmes ou d'hommes ; violence et meurtre d'hommes, de femmes, de garçons ou de filles ; peur des autres groupes ethniques ; accès à la nourriture et satisfaction des besoins élémentaires ; soins de santé ; éducation ; eau ; électricité ; autre (veuillez préciser).							

Section 4 : Qui sont les responsables locaux ? Cette section peut être personnalisée en fonction des besoins.

Responsables de la communauté présents :		ALC	Maire/Sage	Organisation de femmes
	Nom :	Pas d'ALC	Sage MOHAMMED	Aucun
	Tél:		###	
	Imam/Prêtre	Enseignant	Soignant	ONG
Nom :		Elvie Okoye		Mme Chang (HCR)
Tél :		###		###

ANNEXE B - Documents de référence - Exercices basés sur des scénarios (EBS)



	Autre	Autre	Autre	Autre
Nom :				
Tél :				

Section 5 : *Le village ou la zone a-t-il (elle) été choisi(e) comme centre de distribution ou d'approvisionnement pour l'aide humanitaire ? Quels sont les villages desservis ?*

Stockage/ Distribution d'aide humanitaire (O/N) Non	Qui est responsable de la distribution ?				Entrepôt/stockage local ?		
	ONG	Maire	Mosquée/ église	Pays hôte	O/N ?	Type :	Taille :
Centre de distribution ?	Le village stocke-t-il de l'aide humanitaire devant être distribuée ailleurs O/N				Si oui, quels sont les villages qui bénéficient de l'aide :		

Section 6 : *L'infrastructure examine l'électricité, la communication, l'eau/l'assainissement, la santé, l'éducation et les dommages causés aux maisons/bâtiments*

Électricité :		Opérationnel ?	O/N ou par intermittence Intermittent			Si elle est intermittente, combien d'heures par jour ? 6-7 heures		
Communication :		Téléphone fixe	Mobile	Radio	TV	Avis public	Presse	Affiches
Oui ou non :		O	O	O	N	O	N	N
Combien de logements		2	S/O	10	S/O	s.o.	s.o.	s.o.
Accès pour les hommes		O	O	O	S/O	O	S/O	S/O
Accès pour les femmes		O	O	O	S/O	O	S/O	S/O
Eau et assainissement		% d'habitants équipées	Distance	État actuel		Perception de l'eau :		
						Qualité		Quantité
				En état de marche/ endommagé		Bonne/ Mauvaise		Suffisante/ Non suffisante
Puits		80	3 KM	Endommagé		Mauvaise		Satisfaisant
Sources		20	5 KM	En état de marche		Bon		Satisfaisant
Eau courante								
Autre								
Santé	Consultations quotidiennes	Opérationnel ?	Nombre de personnel			Distance :	Médicaments/ équipement	Eau/ hygiène
			Médecins	Infirmiers	Auxiliaires médicaux			
Hôpital,	Non	Oui	3	5	0	30 KM	O	O
Clinique	Oui	Oui	1	3	1.	15 KM	N	N
Transport	Oui	Oui						
Éducation	École ouverte :		O/N	Distance :	Nombre :			
	Équipée :		O/N	IGOTU (4km)	Salles de classe	Enseignant	Garçons	Filles
					4	3	45	20

ANNEXE B - Documents de référence - Exercices basés sur des scénarios (EBS)



Dommages aux habitations	Nombre total de maisons : 75	Cat 1	Cat 2	Cat 3	Cat 4	Cat 5
		40 %	60 %	0 %	0 %	0 %
<p>La catégorie 1 aucun dommage ou dommage secondaire. La catégorie 2 fenêtres cassées, charnières et serrure de portes cassées, tuiles cassées ; pas d'eau ni d'électricité ; réparable. Catégorie 3 toit détruit jusqu'à 30 % ; impacts légers d'obus ou de balles sur les murs ; dommages partiels dus au feu ; réparable.</p> <p>La catégorie 4 toit détruit à plus de 30 % ; dommages graves dus au feu ; besoin d'un nouveau plancher ; portes et fenêtres détruites ; toute la tuyauterie et le câblage détruits. La catégorie 5 destruction complète ; reconstruction nécessaire ; non réparable.</p>						

Section 7 : Incidences des violations des droits humains et des abus. Les types d'incidents peuvent inclure : VSLC, enlèvement, attaque contre le village, attaque contre un individu à l'intérieur ou à l'extérieur du village. Veuillez fournir des détails supplémentaires, le cas échéant

Date :	XX	XX	XX	XX				
Lieu de l'incident :	LORA Enlèvement/ VSLC	IGOTU hameau (4km de LORA) Enlèvement/ VSLC	LORA Attaque	IGOTU Enlèvement/ VSLC				
Nombre de civils impliqués	2	1.	1.	4				
Sexe/ âge de la victime	2 femmes, 14 et 15	Fille, 9 ans	Garçon, 18 ans	3 filles (8-15), 1 garçon, 13 ans				
Nombre d'agresseurs	3	Inconnu	2	Inconnu				
Sexe/ âge des agresseurs	Homme, 18-25 ans	Catégorie inconnue	Homme, 18-22 ans	Inconnu				
ID de l'agresseur	Suspect CISC	Suspect CISC	Suspect CISC	Suspect CISC				
Localisation de l'agresseur	Inconnu	Inconnu	Inconnu	Inconnu				

Note sur les violations des droits humains : Les personnes qui ont signalé des incidents déclarent que les femmes ont de plus en plus peur de marcher ou de voyager seules sans escorte en raison des enlèvements et des agressions.

